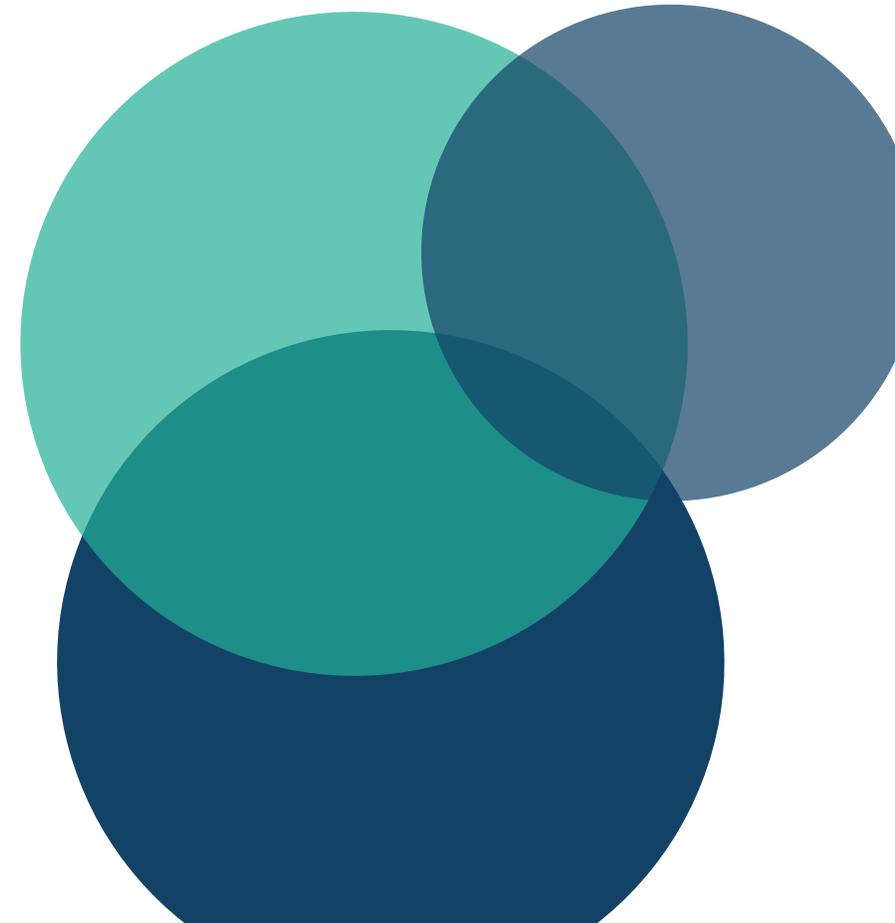


Soutien du Maroc pour l'identification des défis liés à la mise en œuvre de l'Article 13 de l'Accord de Paris

Benchmarking

Keltoum AIT BELHAJ
CBIT-GSP Regional Coordinator for MENA
UNEP-CCC
Keltoum.aitbelhaj@un.org

28/03/2025
Rabat, Maroc



Orientation de la CCNUCC sur la soumission

Decision 18/CMA.5, para 17

“Invites Parties to submit via the submission portal by 31 March 2025 information on their experience and challenges related to implementing Article 13 of the Paris Agreement, including in relation to establishing or enhancing their institutional capacity and national reporting systems”



Les orientations sur le format sont limitées, et les pays peuvent essentiellement décider de ce qu'ils souhaitent inclure et de la manière dont ils veulent structurer leur soumission.

Deux manières de soumettre cette information

Individuellement

- Chaque pays Parti a le droit de soumettre les information sur ses défis liés à la mise en œuvre de l'Article 13 de l'Accord de Paris **individuellement**

En lot /Groupe de Pays

- Les pays faisant partie d'un groupe (G77, UE, GA, GA...) peuvent décider ensemble de soumettre leurs expériences et les défis rencontrés dans un **seul rapport commun.**



Statut de la soumission à la date du 27 Mars 2025

CALLS FOR SUBMISSIONS, ELECTIONS AND STATEMENTS FOR CONSIDERATION AT UPCOMING SESSIONS (1)

Issue: Experience and challenges related to implementing Article 13 of the Paris Agreement as part of the set of activities set out in decision 18/CMA.5

Title: Invites Parties to submit information on their experience and challenges related to implementing Article 13 of the Paris Agreement, including in relation to establishing or enhancing their institutional capacity and national reporting systems

Mandate: Decision 18/CMA.5, para 17

Deadline: 31/03/2025

Session Name: SB 62

[START SUBMISSION](#)

Parties

Submission date

Serbia on behalf of Republic of Serbia shares its experiences and challenges related to implementing Article 13 of the Paris Agreement

 [SERBIA- Experience and challenges related to implementing Article 13 of the Paris Agreement](#)

English

27/03/2025

Australia

 [Australia - Submission on experience implementing Article 13 - March 2025](#)

English

26/03/2025

European Union on behalf of European Union

 [PL-2025-03-26 EU Submission_Implementing Art. 13 PA Experiences_UNFCCC_submission_portal](#)

English

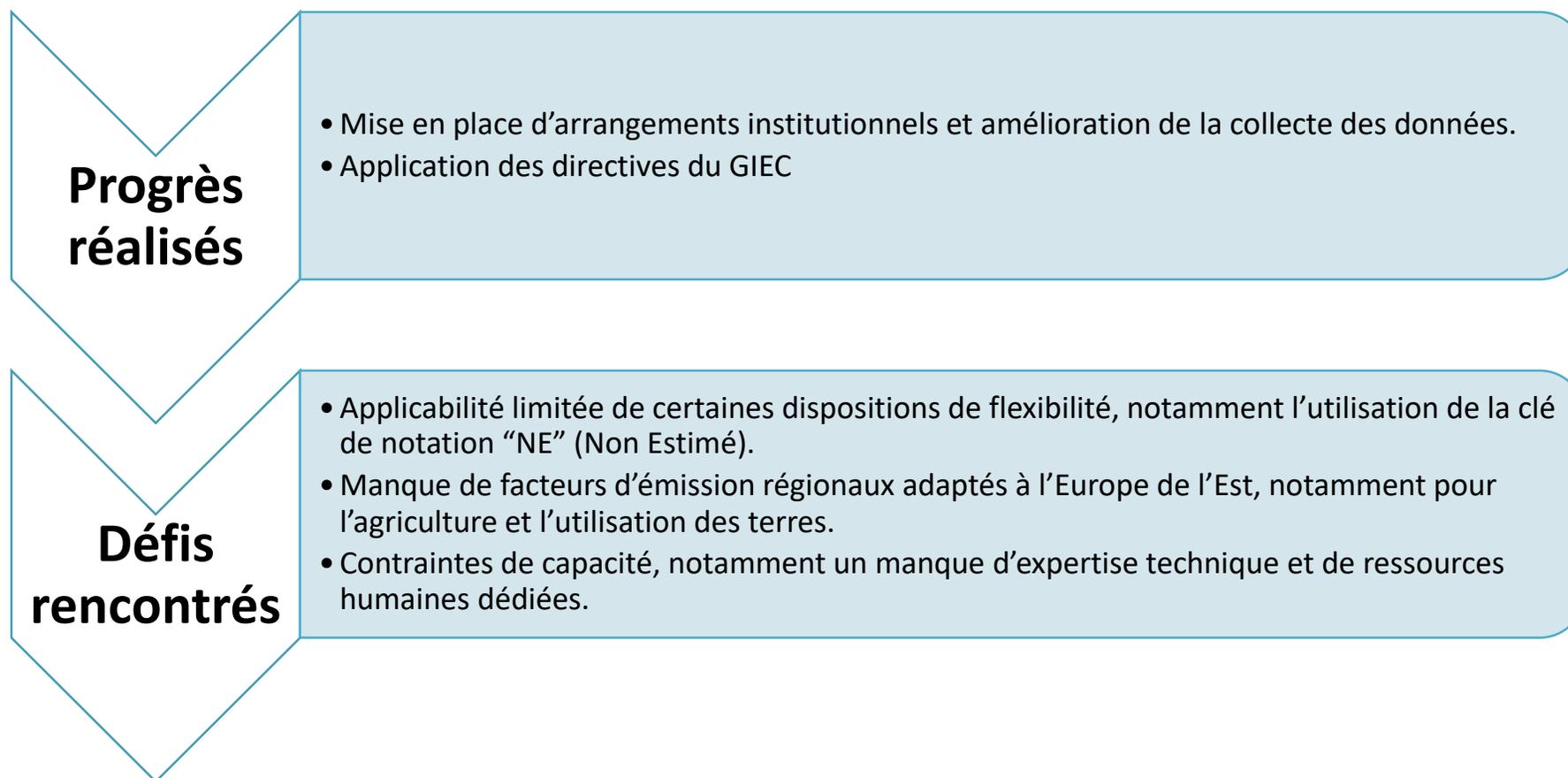
26/03/2025



Benchmarking: Information rapporté par la Serbie



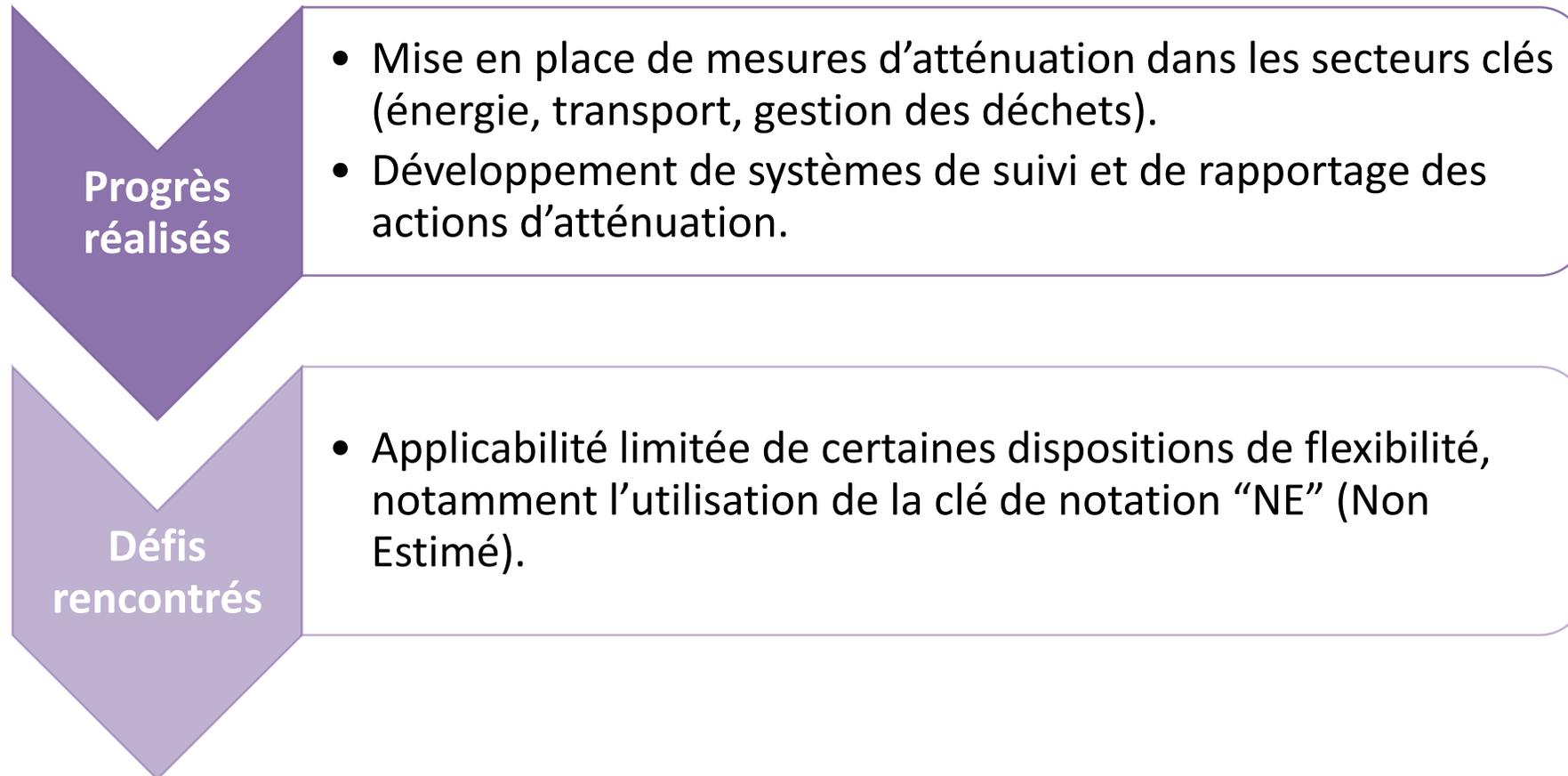
I. Élaboration des inventaires de GES



Benchmarking: Information rapporté par la Serbie



II. Mise en œuvre des NDC



Benchmarking: Information rapporté par la Serbie



III. Informations sur le soutien reçu et fourni

Progrès réalisés

- Mise en place de mesures d'atténuation dans les secteurs clés (énergie, transport, gestion des déchets).

Défis rencontrés

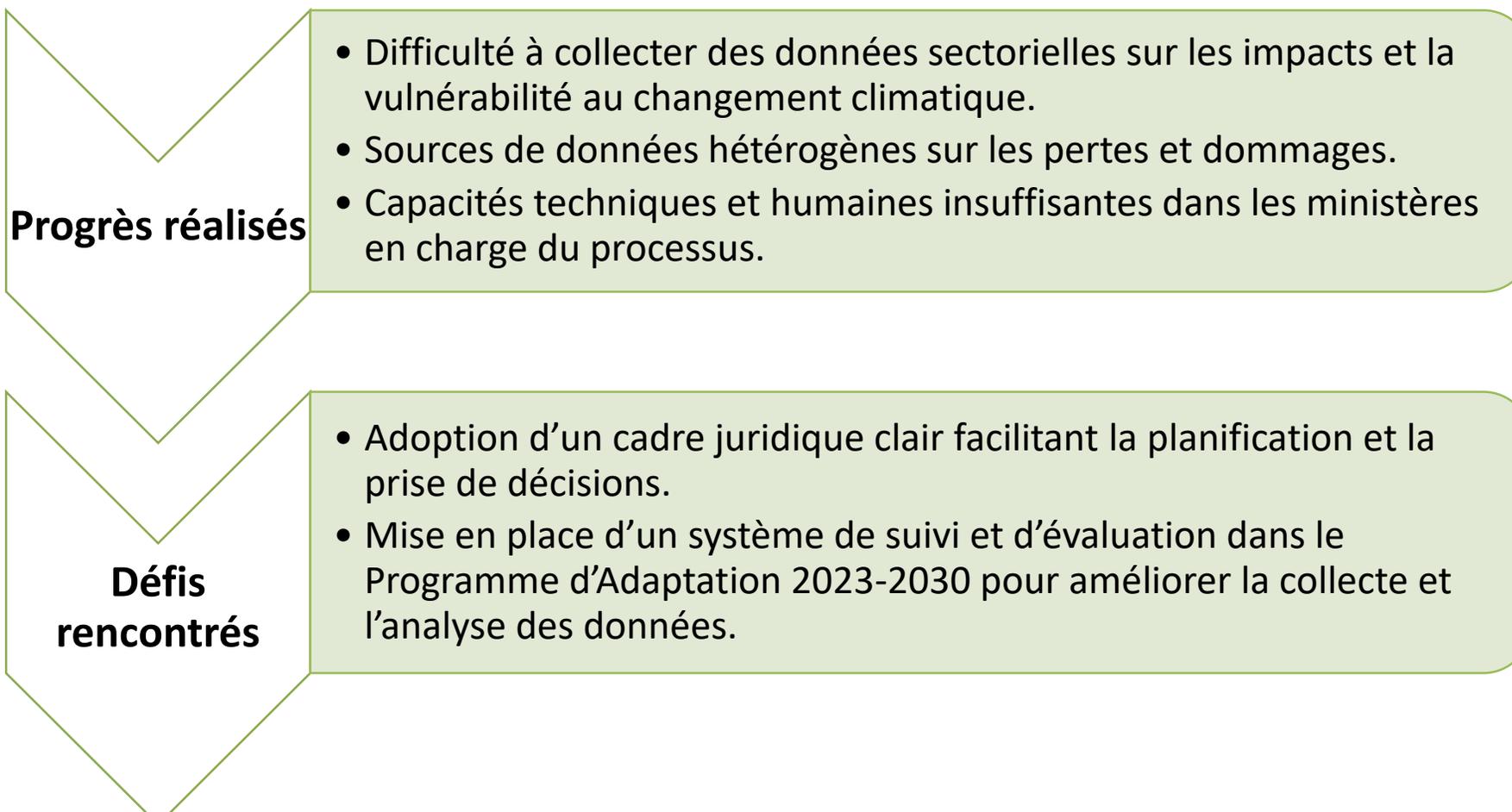
- Absence de priorisation des mesures dans ces documents.
- Manque de suivi et de rapportage sur l'implémentation des mesures.
- Défi de coordination interinstitutionnelle pour assurer un suivi systématique du soutien reçu.



Benchmarking: Information rapporté par la Serbie



IV. Informations sur les impacts et l'adaptation au changement climatique





Benchmarking: Défis rapportés par l'Australie

Coordination et collecte des données

- Difficulté à rassembler des informations provenant de multiples agences et niveaux de gouvernement.
- Nécessité d'assurer la cohérence et d'éviter les redondances dans le rapport.

Interprétation et application des MPGs

- Manque de définition claire sur la manière de rapporter les **coûts des politiques et mesures**.
- Terminologie large dans le suivi des NDCs, pouvant mener à différentes interprétations.
- Besoin d'un guide écrit pour aider à l'application uniforme des MPGs.

Utilisation des outils de rapportage ETF

- Problèmes techniques nécessitant des corrections manuelles pour compléter les tableaux CTF.
- Absence temporaire de la fonction de soumission des outils ETF, obligeant à recourir à un processus alternatif.



Benchmarking: Défis rapportés par l'Union Européenne



Renforcement des arrangements institutionnels

- Difficulté d'accès et de partage des données à l'échelle nationale.
- Besoin de clarifier les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes.
- Coordination complexe entre experts et fournisseurs de données pour assurer la qualité et la cohérence.
- Conception des systèmes de transparence pour répondre aux besoins nationaux et internationaux.

Suivi et amélioration continue du cadre de transparence

- Nécessité de flexibilité pour certains pays en raison de capacités limitées.
- Importance du processus de revue technique et de l'examen multilatéral pour renforcer la confiance et la responsabilité.
- Manque d'incitations pour améliorer la transparence et encourager une ambition climatique accrue.

Problèmes liés aux outils de rapportage ETF

- **Soumission des rapports** : Impossibilité actuelle de soumettre directement depuis les outils.
- **Communication du Secrétariat** : Notifications tardives sur les mises à jour et interruptions des outils, rendant la planification du travail difficile.
- **Documentation et erreurs** : Manque de clarté sur les limitations des outils et messages d'erreur peu explicites.
- **Performance des outils** : Temps de chargement trop long, blocages fréquents, ralentissement après mises à jour récentes.



Benchmarking: Défis rapportés par l'Union Européenne

Améliorations nécessaires

- Simplification de l'importation des politiques et mesures (PaMs) (à inclure dans l'ETF reporting tools).
- Introduction d'un historique détaillé des versions pour éviter la perte de données.
- Ajout d'un système de suivi des problèmes signalés pour plus de transparence sur leur résolution.



Benchmarking: Défis rapportés par l'Afrique de Sud



1. Accès au soutien pour le reporting du FEM/GEF

- ❑ **Processus long** : Processus complexe pour accéder aux fonds du FEM, nécessitant plusieurs documents et modèles avant et après l'approbation du FEM.
- ❑ **Plan de mise en œuvre du projet (PIP)** : L'exigence d'un PIP détaillé pour le premier BTR représentait une charge supplémentaire, notamment avec la date limite de soumission (31 décembre 2024).
- ❑ **Problèmes de personnel** : Une seule personne est responsable de la rédaction du PIP et de la supervision des rapports BUR5 et NC4, ce qui entraîne la nécessité de recourir à des consultants externes, ce qui ne contribue pas au renforcement des capacités internes au sein du gouvernement.
- ❑ **Retards dans la communication** : Retards dans la réception des documents nécessaires et des modèles de la part de l'agence de mise en œuvre.

Benchmarking: Défis rapportés par l'Afrique de Sud



2. Séquencement et timing de la transition vers l'ETF

- ❑ **Barrières temporelles** : Les pays déjà en train de mettre en œuvre les projets BUR5/NC4 ne peuvent accéder aux fonds pour le premier BTR qu'après la soumission du dernier BUR, ce qui empêche l'exécution parallèle des deux projets et complique la transition vers l'ETF.

3. Manque de flexibilité dans l'utilisation des fonds

- ❑ **Problèmes de budget** : Les fonds du FEM pour des activités habilitantes comme les BUR, BTR et NC ont une structure rigide, y compris des budgets plafonnés pour les coordinateurs de projets, qui sont souvent insuffisants pour les compétences et les rôles nécessaires.
- ❑ **Dépendance aux consultants externes** : Les contraintes sur l'utilisation des fonds pour renforcer les capacités internes conduisent à une dépendance vis-à-vis des consultants externes, ce qui freine le développement de systèmes nationaux durables.



Benchmarking: Défis rapportés par l'Afrique de Sud



4. Restrictions sur l'utilisation des fonds pour le renforcement des capacités nationales

- ❑ **Capacité gouvernementale** : Difficultés à utiliser les fonds du FEM pour établir et maintenir une capacité de reporting au sein du gouvernement, ce qui perpétue la dépendance aux prestataires de services externes.
- ❑ **Mémoire institutionnelle** : L'incapacité de retenir des personnels gouvernementaux sur des contrats à long terme pour des fonctions de reporting empêche le développement de systèmes institutionnels fonctionnels.
- ❑ **Système d'information sur le changement climatique (NCCIS)** : L'Afrique du Sud dispose d'un centre pour le suivi du changement climatique, mais certains composants clés comme la Base de données sur la réponse au changement climatique nationale (NCCRD) sont externalisés en raison du manque de financement, ce qui pose des risques pour la propriété des données et leur continuité.



Benchmarking: Défis rapportés par l'Afrique de Sud



5. Insuffisance du soutien pour le reporting

- ❑ **Soutien insuffisant** : Malgré l'augmentation du soutien financier du FEM, le montant reste insuffisant pour couvrir l'intégralité des coûts de reporting.
- ❑ **Estimations des coûts** : La méthodologie utilisée par le FEM pour estimer les coûts ne reflète pas suffisamment les besoins réels des pays en développement, d'où la nécessité de mettre en place de nouveaux systèmes pour répondre aux exigences de l'ETF.
- ❑ **Biais en faveur des consultants externes** : Le système de soutien actuel favorise involontairement les consultants externes au détriment du renforcement des capacités internes au sein des gouvernements, ce qui entraîne des coûts plus élevés et la perte de la mémoire institutionnelle.

Benchmarking: Défis rapportés par l'Afrique de Sud

- **Cadre de soutien global** : Approche plus holistique du soutien financier et technique, qui englobe toutes les formes d'assistance multilatérale, et pas seulement le financement du FEM.
- **Flexibilité des fonds** : Les fonds du FEM devraient être plus flexibles pour permettre le renforcement et le maintien des capacités internes au sein du gouvernement plutôt que de dépendre uniquement des consultants externes.
- **Évaluations régulières des besoins** : Les structures de soutien devraient être régulièrement évaluées afin de s'assurer qu'elles répondent aux besoins changeants des pays en développement, en particulier en ce qui concerne le maintien et le développement des capacités de reporting au sein des gouvernements.

Suggestions pour
améliorer le soutien





CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

UN 
environment
programme

copenhagen
climate centre

Merci pour votre Attention !

Keltoum AIT BELHAJ
Coordonatrice Regionale du Projet CBIT-GSP pour la
Région MENA
UNEP-CCC
Keltoum.aitbelhaj@un.org

UN 
environment
programme

